

Études littéraires africaines

LEPERLIER (Tristan), *Algérie, les écrivains dans la décennie noire*. Paris : CNRS éditions, coll. Culture & société, 2018, 344 p. – ISBN 978-2-271-12075-5



Dominique Ranaivoson

Numéro 48, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1068457ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1068457ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ranaivoson, D. (2019). Compte rendu de [LEPERLIER (Tristan), *Algérie, les écrivains dans la décennie noire*. Paris : CNRS éditions, coll. Culture & société, 2018, 344 p. – ISBN 978-2-271-12075-5]. *Études littéraires africaines*, (48), 253–263. <https://doi.org/10.7202/1068457ar>

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

notes mal placés, entre autres problèmes de ponctuation), de références incomplètes ou signalées de manière hétérogène en bas de page. L'absence récurrente de clôture des guillemets pose un vrai problème de compréhension, empêchant d'établir avec certitude où finit la citation et où commence le discours critique.

■ Mirella do CARMO BOTARO

LEPERLIER (TRISTAN), *ALGÉRIE, LES ÉCRIVAINS DANS LA DÉCENNIE NOIRE*. PARIS : CNRS ÉDITIONS, COLL. CULTURE & SOCIÉTÉ, 2018, 344 P. – ISBN 978-2-271-12075-5.

Au moment où l'Algérie vit un profond changement dans sa vie politique, l'ouvrage de Tristan Leperlier, consacré aux années de la guerre civile (1992-2003), constitue un outil foisonnant et original. Cette thèse, soutenue en 2015 sous la direction de la sociologue Gisèle Sapiro, est fondée sur les méthodes de la sociologie : grande place accordée aux entretiens (effectués entre 2012 et 2016), à la presse (française et algérienne), aux statistiques, à la base de données prosopographiques (comprenant 130 variables). Elle s'appuie constamment sur la théorie bourdieusienne du champ et de l'autonomie, et affiche l'ambition d'être « au croisement des études littéraires et de la sociologie » (p. 15). L'auteur entend ainsi rompre avec les oppositions entre des approches disciplinaires souvent séparées afin de rejeter à la fois « l'opposition entre littérature et société », « le culturalisme » et, dans une moindre mesure, les dichotomies établies par l'approche postcoloniale (p. 328). En conséquence, « les écrivains sont observés non seulement dans le champ littéraire, mais également dans un champ intellectuel, et plus largement encore dans un champ du pouvoir » (p. 29).

Cette vaste étude vise à mesurer précisément l'effet de cette « décennie noire », caractérisée par la plus grande violence exercée sur les populations civiles, et en particulier les intellectuels et les francophones, sur les positions et les stratégies des écrivains algériens. Ces derniers sont, selon la première définition adoptée (dite « indigène », p. 332), des auteurs « nés en Algérie » (p. 17), ceux qui l'ont quittée en 1962 étant exclus (Benjamin Stora est cité, p. 91, mais pas Louis Gardel), puis d'autres nés en France (Nina Bouraoui par exemple) sont inclus au titre d'« individus supplémentaires » (p. 332). La période qualifiée d'« intellitocide » (p. 148) et de « crise politique et culturelle » (p. 336) étant nettement circonscrite, l'ensemble des écrivains ayant partagé cette

expérience sociale, quel que soit leur âge, peut, dans la perspective adoptée, constituer cette « génération » (p. 17) qui a publié, quels que soient le genre et l'envergure de la production, entre 1988 et 2003 (p. 331). Toutefois, le terme est utilisé différemment quand il décrit un « mouvement générationnel » fondé sur une manière de concevoir la littérature (p. 311).

Tristan Leperlier propose donc, dans ces cadres, une analyse globale des interactions entre auteurs, entre les auteurs et la société algérienne, entre les auteurs et la France pour, dit-il, « prendre en compte la totalité de l'activité littéraire et politique de l'écrivain » (p. 328) dans le champ littéraire algérien. Il qualifie ce dernier, à cette époque, de « surpolitisé, bilingue et transnational » (p. 18, 34 et 327) ou « nationalisé et fonctionnant de manière transnationale » (p. 23). Il montre comment il devient, sous l'effet de cette crise, encore plus fortement bipolarisé, voire internationalisé (p. 163) quand 40 % des écrivains sort du pays, la plupart du temps pour gagner la France, faisant à nouveau de celle-ci un pôle de « semi-importation » (p. 243) où la production algérienne triple en quelques années (p. 244).

L'étude se fonde sur une base de données impressionnante de 1 120 auteurs et 2 008 œuvres (p. 329), écrites en arabe (34 %), en français (63 %) et en *tamazight* (3 %), publiées en Algérie (62%) et à l'étranger (France 34 % et Proche-Orient 4 %). Les variables à partir desquelles l'étude situe les écrivains sont explicitées dans les annexes (p. 333-336) ; elles font apparaître la difficulté extrême de vouloir décrire avec nuances et précision les professions, le positionnement politique, les genres littéraires, l'intensité de la présence (nombre de publications), l'âge au moment de la publication, l'origine sociale... mais elles permettent à l'auteur de procéder à une cartographie du champ littéraire circonscrit en dégageant ses « grandes lignes de hiérarchisation et de segmentation » (p. 25).

Affichant l'ambition d'expliquer (il parle d'« approches explicative et compréhensive », p. 322 et 328, reprenant sans le dire les termes de Weber) l'ensemble des interactions entre tous les écrivains et une société en crise, et refusant de s'en tenir aux discours recueillis, Tristan Leperlier sera contraint de choisir, à chaque étape de sa démonstration, quelques auteurs, de les situer dans sa cartographie en s'appuyant sur leur témoignage, sur la critique en évoquant quelques textes qu'il considère comme représentatifs, voire comme des « cas » (p. 92, 265 et 322) ou des « incarnations » (Waciny Laredj est « l'incarnation idéal-typique de l'écrivain au capital littéraire très important et équilibré » ; il n'est pas précisé

qu'il a obtenu un poste universitaire en France, comme plusieurs autres nationalistes, p. 85). Les exemples cités en laissent d'autres dans l'ombre ou le flou comme quand il évoque « une partie des écrivains » (p. 54) qui continue à soutenir le pouvoir, ou encore quand il rappelle que la rupture du récit linéaire fut « initié(e) dans les années 80 par des écrivains comme Boudjedra » (p. 312). Pour d'autres (par exemple Bachir Mefti, p. 311-313), il rend compte plus rapidement d'entretiens et résume l'œuvre ou la démarche (Rabah Belamri, p. 88).

Suivant un plan qualifié de « chronologico-thématique » (p. 34), le premier chapitre analyse la vie politique algérienne au moment de la crise d'octobre 1988 (arrêt du processus d'ouverture du régime révolutionnaire issu de l'indépendance pour enrayer la montée de l'islamisme) et la place ambivalente des intellectuels algériens. Après avoir distingué les générations de l'Indépendance, de 1970 et d'« Octobre », avoir distingué les écrivains « nationalistes », « marxistes », « fondamentalistes », « berbéristes » et « libéraux » (p. 40-44), Tristan Leperlier en arrive à la conclusion que « les écrivains ont été paradoxalement en retrait de la contestation politique lors de la crise d'Octobre [sic] 88 », quand les journalistes étaient en première ligne, des Algériens parlant même de leur « silence » au moment où « les journalistes prennent le leadership de la contestation intellectuelle du régime » (p. 45). Constatant que « la majorité des écrivains [s'est] ralliée, explicitement ou de manière attentiste, à l'arrêt du processus électoral » (p. 81), l'auteur tente d'expliquer leur « inaudibilisation » (p. 46) par « leur statut d'élite en voie de déclassement, leur rôle d'ambassadeur de l'Algérie à l'étranger et leur expérience professionnelle et politique de libéralisation progressive » (p. 46).

Il réunit les deux groupes qui écrivent sous la rubrique « intellectuels » (p. 45) puisque les écrivains font de moins en moins partie de l'« élite » (p. 46) et propose pour cette catégorie la définition plus large de « producteurs de discours publics » (p. 45). L'intellectuel serait celui qui s'exprime « dans le débat public au nom de sa qualité d'écrivain » (p. 88). Les uns et les autres, anciens et nouveaux arrivants, se retrouvent en situation de concurrence « dans le champ intellectuel et dans le champ politique » (p. 34), l'articulation entre les deux étant au cœur de la problématisation. L'ouvrage analyse très précisément les institutions culturelles et la place qu'y tiennent les écrivains dont Abdelhamid Benhedouga, qui est qualifié sans justification de « un des très grands romanciers algériens » mais dont la trajectoire n'est que très incomplètement retracée, avec une erreur

sur sa date de naissance (1925 et non 1929, p. 69-70). L'étude souligne que les écrivains se sont repolitisés (« réengagés », p. 71 ; on parle plus loin de « surpolitisation », p. 82) mais sur le mode défensif lorsque la montée en puissance des islamistes mettait en péril la récente autonomie du champ dans la période qui a suivi l'ouverture au multipartisme (p. 72). Appliquant une loi établie par le chercheur français Richard Jacquemond, l'auteur propose son interprétation du phénomène social en des termes issus de la métalangue révolutionnaire : « Notre hypothèse est que l'expérience de lutte dans les années 80, relativement heureuse chez les écrivains, et moins heureuse chez les journalistes (politiques) est à l'origine de l'inversion du rôle d'avant-garde intellectuelle entre écrivains et journalistes au moment d'Octobre 1988 » (p. 60). Il montre que, suite à cette crise, le paradoxe est que, pour les écrivains, la « défense de l'autonomie » passe par « le soutien à l'ordre politique » fort, voire « répressif » (p. 72).

Les écrivains sont classés, « pendant la guerre » (p. 73), selon leurs positions politico-religieuses, l'islamisme étant la ligne de démarcation entre les quelques « pro » et les 90 % d'« antis » presque tous issus de la gauche (p. 73). L'hypothèse est ici que les positions sont directement liées, surtout parmi les « pro », au capital littéraire. Les luttes, qui vont se traduire par des conflits et des morts, sont ainsi résumées : « la guerre civile est l'occasion d'un conflit de leadership au sein du champ intellectuel algéro-français, opposant notamment écrivains d'une part, journalistes et chercheurs en sciences sociales d'autre part » (p. 74). La configuration est présentée sous la forme de deux schémas (dits « nuages », p. 76-77 et 80) dessinant des constellations de nombreux points à partir desquels l'auteur établit deux « types de capitaux littéraires, national et international » (p. 75) et des « familles » d'écrivains : les Professeurs, les Professionnels, les Reconvertis (p. 75). L'analyse met en évidence que les positions politiques seront le résultat des rapports de domination : le francophone Mohamed Dib, aîné, ancien militant nationaliste mais exilé et peu écouté, soutiendra le régime tandis que Tahar Ouetar, arabophone, peu reconnu, basculera dans le camp pro-islamiste (p. 79). Dans cette logique de positionnement socio-politique et des discours tenus par les auteurs eux-mêmes, chacun s'inscrit dans un lieu précis du « nuage » et contre les « autres », en fonction, c'est l'hypothèse avancée, de la manière dont « ils sont redevables à cet État » (p. 84). Sont évoqués, à titre de figures représentatives des différentes catégories organisées en « pôles », Waciny Laredj (p. 85), Youcef Zirem (p. 85), Rabah

Belamri (p. 87), Salim Bachi (p. 89), Yasmina Khadra (p. 89), Salima Ghezali (p. 90), Rachid Boudjedra et Rachid Mimouni (p. 91), Abderrahmane Djelfaoui (p. 93). Le chapitre se clôt sur une longue analyse du rôle de Rachid Boudjedra, justifiée par le statut d'autorité que lui a accordé la presse française à la suite de la publication de son *FIS de la haine* en 1992 et de ses propos nettement en faveur du pouvoir. Il est aussi le détenteur de « capitaux littéraires nationaux et internationaux importants » (p. 95), ce qui, paradoxalement, brouille la réception de ses propos radicaux en France : « positionnés à gauche en Algérie [...] ces écrivains voient leur réception française se décaler vers la droite » (p. 98), bien que soient aussi cités des journaux français de gauche (p. 97). Cette apparente contradiction symbolisée par Boudjedra alertant les Français des dangers de l'islamisme serait le « symptôme d'un brouillage idéologique » (p. 98). L'auteur (dont *La Répudiation* date de 1969) est qualifié de « Voltaire d'Alger » par la presse française (p. 101) et d'« intellectuel prophétique » (p. 94) par l'étude. L'analyse de ses positions et de ses discours, adaptés aux contextes algérien et français dont il connaît parfaitement les éléments de langage et les aspirations, le montre en parfait stratège au service de son statut : jouant de la « mystique laïque » chère à une certaine presse française, il conquiert une « visibilité enviable » (p. 101) au point d'entrer ensuite chez un éditeur plus prestigieux (Grasset, p. 101). Boudjedra, gagnant, fait figure, *in fine*, d'emblème de « ces écrivains » (il est le seul cité) dont « le soutien à la cause anti-islamiste radicale est en partie euphémisé par le soutien à leur littérature [...] c'est leur propos politique qui conduit à les valoriser d'un point de vue littéraire » (p. 101). Et Tristan Leperlier de conclure que, face à ces cas, « le modèle français entretenu de l'affaire Dreyfus à Jean-Paul Sartre » (p. 102) ne fonctionne plus.

Le deuxième chapitre traite du clivage linguistique et de son lien avec les clivages politico-religieux. Le discours le plus répandu, en France comme en Algérie, postule que la crise politique serait une « guerre des langues » (p. 105), opposant l'arabe du fondamentalisme et le français des laïcs. Cette représentation, qualifiée aussi d'« amalgame » (p. 105), a été répandue par certains exilés eux-mêmes (Boualem Sansal et Brahim Sadi, p. 106), par « les représentations postcoloniales de la doxa française » (p. 106) et par la grande voix des arabophones, Tahar Ouetar (p. 145). Tristan Leperlier tente d'expliquer pourquoi ce clivage serait « devenu[,] dans le champ littéraire », une guerre (p. 323), autrement dit « comment une *tendance* a pu se muer en *essence* » (p. 106). Les nouveaux cliva-

ges font apparaître une concurrence qui repose sur une similitude des positionnements : « L'intellectuel islamiste du début des années 1990 reprend ainsi trait pour trait ceux de l'intellectuel engagé communiste des années 1970 en Algérie » (p. 114), l'un comme l'autre promouvant une littérature « pédagogique et potentiellement politique » (p. 108). Cependant, l'écrivain et l'imam s'opposent en tant que modèles en concurrence pour la conduite du peuple (p. 116). Les références sont, du côté communiste, Lazhari Labter (p. 114), et surtout Kateb Yacine dont l'enterrement laïc en 1989 est qualifié d'« événement politico-culturel » signe « de fin de cycle » (p. 115) et, du côté islamiste, l'imam égyptien al-Ghazali (p. 115) qui maudit Kateb Yacine. Pris dans cet étai, les écrivains tentent de conserver une autonomie en recourant à l'internationalisation (p. 118) : occidentale, elle favorise les francophones anti-islamistes (soit 90 % des francophones, p. 107), l'« incarnation idéal-typique » étant Malika Mokkedem (p. 118) ; et, « concurrente » (p. 120), arabisante, elle permet depuis plusieurs décennies la circulation dans l'aire communiste et auprès des islamistes égyptiens et saoudiens (p. 119). La crise politique accentue les tensions et « la lutte pour la définition légitime de la littérature » (p. 123). La présentation du « scandale politico-littéraire » (p. 123) qui résulte de l'opposition entre l'arabisant Tahar Ouettar et le francophone Tahar Djaout (tué en 1993), et l'évocation du rôle de Rachid Boudjedra, qualifié encore de « cas » (p. 147), permettent de comprendre que les enjeux linguistiques cachent, au-delà des débats identitaires et esthétiques, d'après querelles de personnes et une concurrence pour la reconnaissance et le pouvoir. Boudjedra apparaît ici comme le vainqueur face à Tahar Ouattar (formé à l'Est puis pro-islamiste, p. 139) pourtant soutenu par le journaliste et poète Tahar Djaout (p. 135) jusqu'à leur rupture en 1992 : « ils sont tous les deux les représentants des pôles politiques opposés » (p. 141) et, chacun à sa manière, ils instrumentalisent la valeur des langues, ce qui aboutit à une situation complexe : « les prises de position politiques peuvent dépendre d'enjeux purement littéraires et les enjeux littéraires peuvent utiliser les armes de la politique » (p. 147). Les clivages linguistiques seraient ainsi devenus des clivages politiques et culturels (p. 160) aboutissant à la violence envers les intellectuels en général et les francophones en particulier à cause « de leur surreprésentation au sein des élites de gauche qui ont soutenu l'arrêt du processus électoral » (p. 154) qui menait les islamistes arabisants au pouvoir. La conséquence sur la production littéraire est un effet de « vases communicants » (p. 157) qui montre un déplacement de

l'édition en français vers un espace éditorial français bien disposé, phénomène appelé « délocalisation exceptionnelle » (p. 163).

Le troisième chapitre analyse la façon dont les écrivains algériens, poussés par la concurrence avec les journalistes, se font « témoins » et « inscrivent leurs œuvres de manière plus ou moins polémique dans un discours social », en mettant en garde contre le danger de l'islamisme (p. 169) dans un champ littéraire devenu transnational. C'est à ce stade de l'ouvrage qu'interviennent les premières analyses de textes ainsi que la prise en compte de trajectoires diverses selon une « typologie des engagements » (p. 165) inspirée par le sociologue Weber (dont l'ouvrage de référence date de 1921 et non de 1995 comme l'indique la note 20 p. 166). Ses catégories d'autorité religieuse, le Prêtre, le Magicien et le Prophète, sont transformées en Attestation, Évocation et Interrogation (p. 167). Les œuvres relevant de la première sont de clairs contre-discours politiques au nom de leur inscription dans le discours social ; ceux qui relèvent de la seconde, moins polémiques, évoquent plus qu'elles ne montrent et participent à « l'élaboration idéologique du temps présent » (p. 167) et les dernières « mettent en question les savoirs » (p. 168) sans imposer d'interprétation. L'auteur avoue cependant que ces catégories « ne disent rien de l'engagement esthétique » (p. 168).

Les « témoins d'actualité » sont les romanciers Rachid Mimouni (p. 169-179) et Yasmina Khadra (p. 180-187), les journalistes Malika Boussouf (p. 187-190), Aïssa Khellali (p. 190-193) et Maïssa Bey (p. 193-198). Les « témoins de l'invisible », la plupart du temps des femmes qui privilégient l'autofiction biographique (p. 202), donnent voix aux subalternes, contribuant ainsi à la « réélaboration de l'identité algérienne » (p. 199) selon un processus qui est comparé à l'émergence des premiers romanciers (Dib, Mammeri, Feraoun) qui auraient « inventé le Peuple [sic] algérien en décrivant sa vie quotidienne avec réalisme » (p. 199). Sont analysées les œuvres de Ahlam Mosteghanemi (p. 203-205), Assia Djebar (p. 208-216), puis le thème du mythe andalou de Camus (p. 216) à Waciny Laredj (p. 223-225) et tous ces romanciers juste évoqués qui tentent, selon Leïla Sebbar qui est citée, « d'aller vers un « ailleurs heureux » de l'Algérie passée » (p. 221) et de retrouver un « raffinement intellectuel » (p. 222) massacré. Enfin, les « témoins du doute » produisent des textes plus ambigus dont la légitimité tient moins à la mise en récit du réel algérien que de leur reconnaissance littéraire (p. 225). Mohamed Dib, en exil depuis 40 ans, aîné de la littérature algérienne, semble préférer l'expérimentation de la modernité en littérature (p. 226) mais reste fidèle, dans ses propos,

à un engagement « ancré dans son lien avec la nation » (p. 227) en insérant dans ses textes « modernes » une réflexion sur la sauvagerie qu'il est possible de mettre en lien avec les circonstances (p. 234). Salim Bachi (p. 237-240) affiche plus ouvertement son rejet du témoignage et, plus globalement, adopte « une prise de distance par rapport au rôle de la littérature » (p. 238).

L'accent est mis sur les modalités littéraires de ces diverses positions mais aussi sur leurs conséquences en termes de reconnaissance : « l'éthos de témoin est central dans la période » en Algérie et en France (p. 240). Cependant « si certains écrivains sacrifient, volontairement ou non, la littérarité de leur texte [aucun exemple n'est donné], la plupart tentent de trouver des réponses spécifiques à l'articulation entre littérature et discours social politisé » (p. 240). Ce chapitre se clôt sur le passage relativement facile de cette production testimoniale de l'Algérie à la France, bien qu'elle ne s'accompagne pas toujours – l'auteur cite les « immenses » Dib et Djébar – d'une reconnaissance littéraire (p. 241).

Enfin, le dernier chapitre, « Une France algérienne ? Entre marché et autonomie », analyse la place réservée à la littérature algérienne de langue française en France, montrant que « la crise ouvre une fenêtre d'opportunité » (p. 253) et crée un « horizon d'attente » auprès du lectorat français (p. 243). Après avoir rendu compte de l'enquête réalisée sur les conditions de vie des écrivains algériens exilés en France (le cas des universitaires n'est pas traité), la question de la visibilité de la littérature algérienne souligne les ambiguïtés liées à la nécessité, pour les éditeurs, de mettre en évidence l'origine des textes. Cette visibilité (mais aucune collection dédiée n'est citée) signale l'origine de ces auteurs marqués politiquement comme anti-islamistes de gauche (p. 246) mais risque de les enfermer dans le « ghetto francophone » (p. 251). L'auteur emploie le terme de « nationalisation de la réception des écrivains algériens » qui sont en quelque sorte réduits à leur identité nationale et à leur statut de témoins parce que le label est vendeur : « La guerre civile provoque une forte auto-identification nationale des écrivains algériens » qui peut servir de « marqueur promotionnel » (p. 255) en phase avec un horizon d'attente français placé sous le signe d'un « fort appétit postcolonial » (p. 323) qui crée une « niche de marché » (p. 258). En effet, l'irruption de cette production littéraire aurait ravivé la « mémoire française de l'Algérie » (p. 256) et déclenché de nouvelles publications émanant de Français ayant vécu en Algérie, suscité des solidarités, nourri la revue *Algérie Littérature Action* (sa trajectoire de revue en France reprise sous la forme

de la maison d'édition Marsa à Alger en 2000 est analysée aux p. 280-293), le tout aboutissant à un certain succès commercial, au risque de susciter l'accusation d'« opportunisme » (p. 259) et de réception « ethnocentriste » (p. 269). Suit une longue analyse des divers moyens par lesquels les écrivains algériens des années 1990 peuvent « rester autonomes par rapport aux injonctions économiques du marché français » (p. 258) tout en s'adressant aussi au lectorat algérien (p. 263). L'auteur algérien serait pris en étau entre diverses injonctions contradictoires émises en même temps par la France et l'Algérie : écrire sur la crise pour justifier son référencement national « au risque d'être traité d'opportuniste » (p. 260) ou suivre ses propres voies au risque d'être accusé de délaisser son pays. Anouar Benmalek, Yasmina Khadra et Salim Bachi sont alors cités en exemples. Le cas de la réception de *Timimoun* de Rachid Boudjedra, qui adopte le français puis l'arabe et revient au français dans un texte exotisant (qui relèverait d'une esthétique de l'anti-thèse, par calcul, p. 269) est longuement développé (p. 265-273). L'étude des diverses maisons d'édition accueillant des Algériens met en évidence un doublement de leur nombre et une variété de politiques, si bien que l'auteur peut conclure que, « dans les années 1990, c'est en France, et par des capitaux symboliques et économiques (subventions) qu'a pu se maintenir un pôle autonome au champ littéraire algérien » (p. 279).

L'étude se termine naturellement avec la fin de la période et la reconfiguration du champ littéraire algérien, caractérisé par « un processus de relative dépolitisation et de dépoliarisation » (p. 319) avec les nouveaux éditeurs que sont Marsa, El-Ikhtilef et Barzakh à Alger (les éditeurs des autres villes comme Dar el Gharb à Oran ne sont pas mentionnés). Ces derniers, parfois subventionnés par la France, tentent de se distancier du pôle français en établissant des collaborations avec d'autres pays (le Liban, p. 319) ou des éditeurs non parisiens (L'Aube). Un bref bilan laisse apparaître que la place des uns par rapport aux autres a changé au cours de cette décennie : Malika Mokkedem, critiquée, semble avoir été « remplacée » par Maïssa Bey (p. 310) qui a, comme tous les anti-islamistes (franco-phones et arabophones), profité de « la fenêtre d'opportunité de l'ouverture de l'édition française » (p. 309) au moment de la crise. Tahar Ouettar, doyen de la littérature de langue arabe, fustige les textes relevant de l'urgence mais laisse se développer une nouvelle génération avec Hamid Abdelkader, Bachir Mefti, Nacira Mohammedi (p. 311) qui s'écartent de tout engagement politique par la littérature. Pourtant, le genre du témoignage n'est pas obs-

lète, comme en témoigne le roman à succès *Maintenant ils peuvent venir* d'Arezki Mellal publié chez Barzakh en 2000 (repris chez Actes Sud en 2002, ce n'est pas précisé). La « guerre des langues » est apaisée, mais des différences génériques et esthétiques semblent tracer les lignes de séparation entre les lectorats : « le recours à l'humour et la dérision, et l'importance de l'érotisme distinguent la jeune littérature de langue française de celle de langue arabe. C'est aussi sur le rapport au politique que les deux sous-champs restent opposés » (p. 318).

Cet important travail, largement documenté directement auprès des écrivains par le biais des entretiens et des dossiers de presse, est donc bien plus sociologique que littéraire. Les écrivains sont observés, classés, identifiés selon leurs positions dans un cadre sociopolitique posé d'emblée comme la clé d'interprétation de la littérature. Toutefois, le recours aux entretiens, pour utile qu'il soit dans la perspective sociologique compréhensive, ne semble pas prendre en compte le phénomène de « posture » des écrivains. Le chercheur en littérature, curieux d'atteindre le plus de textes possibles, sera déçu du peu d'œuvres analysées. En effet, l'ambition affichée de donner à voir l'ensemble de ce groupe des « intellectuels » contraste avec le nombre très restreint d'œuvres figurant en fin de volume (p. 25, p. 339-340). La chronologie liminaire, qui présente en vis-à-vis les événements politiques et les événements littéraires et éditoriaux, est utile mais la bibliographie y est très réduite en comparaison de celle qui est donnée par le critique Rachid Mokhtari dans ses deux volumes consacrés à cette période : *La Graphie de l'horreur : essai sur la littérature algérienne (1990-2000)* (Préf. de Rachid Boudjedra. [Batna] : Chihab éditions, 2002, 210 p.) et *Le Nouveau Souffle du roman algérien : essai sur la littérature des années 2000* (Alger : Chihab éditions, 2002, 202 p.), qui ne sont pas cités. Enfin, si l'on comprend que les étapes de la démonstration nécessitent d'en référer plusieurs fois aux mêmes auteurs, l'absence d'index des noms d'auteurs ou des titres rend très difficile l'établissement de ce qui pourrait être le portrait complet de cette génération. Si ceux qui manquent sont précisément ceux qui n'ont pas eu accès à une légitimité de la part des instances françaises et qui sont publiés par des maisons d'édition non citées (par exemple Leïla Aslaoui, Habib Sayah et Mouloud Achour chez Casbah, Bouziane ben Achour et Fatima Bakhāi chez Dar el Gharb, il faudrait aussi recenser les auteurs publiés par L'Harmattan), il est regrettable que le cas de ces textes sans doute « secondaires » sur le plan littéraire n'ait pas été pris en compte, pas plus que les cercles d'écrivains qui sont aussi des

lieux de socialisation et dont le rôle est particulièrement important en temps de crise. De même, bien que la majorité des exilés algériens soit arrivée en France, il aurait été pertinent d'analyser la trajectoire de ceux qui sont allés ailleurs, en particulier au Canada.

Bien que l'auteur conclue en affirmant s'être « dégagé d'un ethnocentrisme qui réduirait les problématiques algériennes aux problématiques des grands centres » (p. 328), on s'étonne de la constante référence au statut de « l'intellectuel » en France, dont l'origine est toujours l'affaire Dreyfus et la figure emblématique, Sartre. À l'appui de cette vision francocentriste, la citation de l'algérien Tayeb Chenntouf mais la position n'est pas interrogée : « L'émeute populaire d'octobre 1988 a agi comme l'équivalent d'une véritable affaire Dreyfus en Algérie » (p. 45). Par la suite, la référence viendra de l'analyste, qui prend appui sur le travail de Gisèle Sapiro à propos du contexte français : la mobilisation-type des intellectuels en cas de crise serait la signature, comme « j'accuse » (p. 46, Dreyfus et Zola ne sont même pas cités tellement cela va de soi... dans l'espace français). Les positions d'Anouar Benmalek sont ainsi « à l'instar des jeunes écrivains de l'affaire Dreyfus ou de Mai 68 » (p. 53 et p. 91), celles de Mohammed Dib sont présentées « à la différence de Sartre » (p. 227), Mohamed Nacer (arabophone) « reprend un grand nombre d'éléments définitionnels de la littérature engagée sartrienne » (p. 113), le discrédit jeté sur Boudjedra est comparé à l'épuration en France (p. 99). Pourtant, les analyses consacrées à la place des intellectuels en France (Aron en 1955, Ory en 1996, Winock en 1997) ne sont pas mentionnées, et rien n'est dit des représentations de l'intellectuel véhiculées dans l'Algérie socialiste ou les réseaux musulmans.

La perspective sociologique de cette étude permet d'entrevoir la complexité des rapports entre les politiques et les intellectuels dans un temps et un lieu strictement circonscrits mais coupés, pour le besoin de l'étude, des périodes antérieures et d'autres lieux. Le chercheur en littérature algérienne ou francophone y trouvera d'utiles outils pour une interprétation plus attentive à la singularité de cette production. Cependant, l'attention au texte et à la perception des œuvres dans leur singularité poussera à rester prudent quant à la manière de traiter les relations entre esthétique et cadre sociopolitique.

■ Dominique RANAIVOSON